

## Des journalistes burundais exilés et ceux restés au pays se sont réunis à Kigali

RFI, 30-11-2015 Burundi : des journalistes font l'état des lieux de leur profession Des journalistes burundais se sont réunis à Kigali, au Rwanda, pour évoquer la situation des médias dans le pays. Pendant quatre jours, du 23 au 26 novembre, journalistes exilés et ceux restés au pays ont échangé sur les contraintes du métier dans le contexte de crise que connaît le Burundi. Depuis la tentative de coup d'Etat manqué du 13 mai 2015, de nombreux journalistes ont été victimes de violences et ont fui le pays.

La rencontre organisée par l'Union Burundaise des journalistes a rassemblé plus de 30 professionnels des médias, entre autres de la RTNB, de Télé Renaissance, de Bonesha FM, de la RPA et du Groupe de Presse Iwacu. A l'issue de cette réunion les journalistes ont notamment adressé au gouvernement burundais leurs requêtes pour pouvoir exercer à nouveau dans le pays. Ce sont surtout trois demandes que les journalistes ont adressées aux autorités. D'abord rouvrir les médias indépendants dans le pays. La plupart ayant été fermés à la suite du coup d'Etat manqué du 13 mai. Mais aussi assurer la sécurité des journalistes et créer les conditions nécessaires au retour de ceux en exil. Alexandre Niyungeko est le président de l'Union burundaise des journalistes : « Nous demandons effectivement que la question des journalistes ne soit pas reléguée au dernier plan et donc nous essayons d'interpeller tout le monde, [et notamment le chef du gouvernement parce que c'est lui qui est responsable de ce qui est arrivé et c'est lui qui doit être comptable de ce qui doit se passer, pour que les libertés publiques qui sont bafouées soient aujourd'hui rétablies. » Mais pour le gouvernement, les conditions de travail des journalistes au Burundi sont loin d'être aussi alarmantes que celles décrites par l'UBJ. C'est ce qu'explique Willy Nyamitwe, le porte-parole du gouvernement : « Je ne dis pas qu'il n'y a rien à surmonter. Il y a eu certains journalistes qui ont eu du mal à exercer leur métier, ce n'est pas seulement au Burundi, c'est partout, en période de crise. Mais malheureusement, ces difficultés-là, il y a des gens qui veulent les amplifier pour ne pas exercer dans notre pays. Le gouvernement du Burundi a la responsabilité de protéger tous les citoyens y compris les journalistes, donc nous pouvons les rassurer : ceux qui sont au Burundi sont protégés et peuvent exercer librement. » Dans le dernier classement de la liberté de la presse établi par Reporter sans frontières, le Burundi se retrouve en bas du tableau, à la 145e place sur 180 pays.